



Service Affaires
Juridiques

ARRETE N° 2023/1309

Portant délégation de signature pour certains actes d'administration
au Chef du service "Organisation et systèmes informatiques"

Franck PETIT

AR envoi PREFECTURE

Service émetteur : Affaires Juridiques

13 NOV. 2023

LA MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-19, L 2122-20 ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjointes qui a eu lieu le 3 juillet 2020 ;
Vu la délibération n°2023DL134 en date du 5 octobre 2023 portant sur la fixation du nombre d'adjoints et l'élection de la 8° Adjointe élue suite aux démissions au sein du conseil municipal ;
Considérant que Madame la Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux responsables des services communaux ; cette délégation peut être rapportée à tout moment ;
Considérant que dans un souci de bonne administration et d'une meilleure efficacité du service public rendu aux usagers, il y a intérêt à procéder à une délégation de signature de Madame la Maire au Responsable du service "Organisation et systèmes informatiques" pour certains actes relevant de son service ;
Considérant que Monsieur Franck PETIT exerce ces fonctions ;

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur Franck PETIT, Responsable du service "Organisation et systèmes informatiques" reçoit délégation permanente de Madame la Maire pour signer en son nom les documents suivants :

- Courriers de gestion courante du service informatique.

Il pourra également signer les engagements comptables de dépenses des secteurs concernés inférieurs à 2 000 € (deux mille), dès lors qu'ils sont prévus au budget et ont fait l'objet des autorisations légales.

ARTICLE 2

Ces actes seront signés par ordre de priorité par le chef de service puis en cas d'absence (y compris les périodes de congés) ou empêchement par la Directrice Générale Adjointe "Administration générale et services transversaux", le Directeur Général des services, l' élu en charge du secteur, ou enfin Madame la Maire.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site de la Mairie et inséré au registre des arrêtés du Maire ; ampliation sera transmise à Madame la Sous-Préfète de Millau.

ARTICLE 4 :

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général Services municipaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Millau, le 6 novembre 2023

Emmanuelle GAZEL

Maire de Millau

Conseillère régionale de la Région Occitanie – Pyrénées Méditerranée



AN ENCLAVE STATE

1978

